

## COMMUNE DE NEVOY

ACTES RELATIFS AU DROIT D'OCCUPATION OU D'UTILISATION DES SOLS  
**NON-OPPOSITION A UNE DECLARATION PREALABLE**  
PRONONCEE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

DESCRIPTION DE LA DEMANDE D'AUTORISATION	REFERENCE DU DOSSIER <b>DP 45227 25 Z0041</b>
Demande déposée le : <b>24/11/2025</b> Récépissé de dépôt affiché le : <b>24/11/2025</b> Complétée le : <b>16/12/2025</b> Demandeur : <b>Christophe Berg</b> Demeurant : 140 Route de Gien - 45500 Nevoy Projet : <b>Remplacement d'un portail et portillon</b> Adresse du terrain : 140 Route de Gien à NEVOY Références cadastrales : D603	<u>Destination</u> : Habitation

Mairie de Nevoy

Le Maire de NEVOY

- 2 MARS 2026

Avis favorable

VU la déclaration préalable susvisée

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles R 424-1 et suivants et L 424-6

VU Plan Local d'Urbanisme intercommunal approuvé le 20/12/19, mis à jour les 07/01/20, 27/08/20, 01/12/22, 16/06/23, 27/11/24, 13/01/26, modifié les 01/04/22, 05/05/23 et 05/12/25

VU le Plan de Prévention du Risque d'Inondation du Val de Gien approuvé par arrêté préfectoral en date du 11/12/02

VU le décret n° 2019-715 du 05/07/19 relatif aux plans de prévention des risques concernant les « aléas débordement de cours d'eau et submersion marine »

VU le porter à connaissance portant reconstitution des Plus Hautes Eaux Connues (PHEC) en date du 06/11/24, publié le 15/11/24

CONSIDERANT QUE :

L'article R 424-1 du code de l'Urbanisme prescrit que :

- *A défaut de notification d'une décision expresse dans le délai d'instruction déterminé comme il est dit à la section IV du chapitre III ci-dessus, le silence gardé par l'autorité compétente vaut, selon les cas :*
  - *Décision de non-opposition à la déclaration préalable,*
  - *(...)*

Aucune décision n'a été rendue dans les délais d'instruction.

Par conséquent, la présente demande fait l'objet d'une non-opposition.

**ARRÊTÉ**  
**de non-opposition à une déclaration préalable**

**ARTICLE UNIQUE :**

La présente demande fait l'objet d'une non-opposition à la déclaration préalable.

Mairie de Nevoy

- 2 MARS 2026

Avis favorable

Fait à NEVOY,  
Le - 2 MARS 2026  
Le Maire,



Guillaume Davy

Transmis le ... **3 MARS 2026** à Mr le SOUS-PRÉFET pour contrôle de légalité

Date d'affichage de la décision en mairie le : ..... **3 MARS 2026** .....

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

---

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

---

**COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE :** les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.

L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

**DUREE DE VALIDITE :** L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de TROIS ans à compter de la notification de l'arrêté (article R 424-17 du Code de l'Urbanisme). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

L'autorisation peut être prorogée deux fois par période de un an, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Le délai de validité de l'ensemble des permis et des non opposition à déclaration préalable portant sur des ouvrages de production d'énergie renouvelable pourra être prorogé plusieurs fois pour une année, jusqu'à l'achèvement d'un délai de dix ans à compter de la délivrance de l'autorisation d'urbanisme.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

**DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

**OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES :** cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

**DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.